

Mars 2008

DIE LINKE. Un nouveau parti dans le paysage politique allemand

Gero Neugebauer

D'où vient « La GAUCHE » ?

DIE LINKE, « LA GAUCHE », est un parti fabriqué de toutes pièces à partir de deux composantes. La première – nettement dominante – est l'ancien parti socialiste d'Etat est-allemand devenu après la chute du mur un parti régional post-socialiste. La seconde trouve ses origines dans différents courants de la gauche ouest-allemande. Les adhérents de « LA GAUCHE » proviennent ainsi de traditions et de milieux idéologiques, politiques, organisationnels et culturels extrêmement divers.

DIE LINKE est née de la simple nécessité et de la volonté de ces deux mouvements de continuer à exister politiquement sur la scène politique de l'Allemagne désormais unifiée.

- Le « Parti du socialisme démocratique » (PDS), fondé en décembre 1989 pour succéder au « Parti socialiste unifié d'Allemagne » (SED), représentait un

milieu est-allemand bien spécifique¹ et devint après 1990 un acteur politique régional bien implanté dans les nouveaux Länder. Ses ambitions à l'échelle de l'Allemagne toute entière se soldèrent toutefois par un échec. Seules les élections de 1998 lui permirent de franchir la barre des 5% requis pour entrer au Parlement. Les antennes dont le PDS s'était doté dans les Länder de l'Ouest ne connurent pas de succès.

- La deuxième composante – le parti WASG, « Wahlalternative Arbeit und Soziale Gerechtigkeit » -« Alternative électorale pour le travail et la justice sociale » -a vu le jour en mai 2005 dans l'Ouest de l'Allemagne en réaction aux réformes du marché du travail et aux réformes sociales (« l'Agenda 2010 ») du gouvernement de coalition SPD-Verts (1998-2005). Elle réunit deux mouvements émanant de responsables syndicaux, de membres de divers groupuscules marxistes, de défenseurs des droits sociaux (attac) et d'anciens membres du PDS, du parti des Verts et du SPD.

Gero Neugebauer est chercheur en sciences politiques à la Freie Universität de Berlin

Aux élections régionales en Rhénanie du Nord-Westphalie de mai 2005 la WASG et le PDS ne remportèrent respectivement que 2,2 et 0,9 % des voix. La perspective d'élections fédérales anticipées dans l'automne de la même année les contraignait tous deux à chercher des partenaires pour pouvoir subsister à l'échelon national. L'ancien président du SPD Oskar Lafontaine pour la WASG et Gregor Gysi pour le PDS s'entendirent alors pour former non seulement une alliance électorale mais aussi un nouveau parti de gauche. Ce processus fut officiellement conclu en juin 2007 avec la création du parti « DIE LINKE ». Depuis cette date, le SPD est confronté à un nouveau rival sur le marché électoral et le vote protestataire dispose d'un nouveau vecteur pour articuler son mécontentement : DIE LINKE fit son entrée au Bundestag en 2005 avec 8,7 % des voix attribuées aux partis (« Zweitstimmen » ou « deuxième voix »), au parlement régional de Brême en 2007 et aux parlements régionaux de Hesse, Basse-Saxe et Hambourg en 2008.

Organisation et adhérents

Le PDS était particulièrement bien implanté à l'Est où la WASG comptait que très peu d'électeurs et de très faibles structures. Elle avait en revanche plus d'électeurs que le PDS à l'Ouest, où elle s'appuyait fortement sur des structures syndicales. Après la fusion, des fédérations régionales se sont créées. DIE LINKE possède ainsi désormais une structure nationale dont les fondements (fédérations locales) doivent encore être consolidés à l'Ouest.

Les dirigeants de « LA GAUCHE » proviennent des deux partis qui l'ont constituée. Dans les fédérations régionales de l'Ouest, ils sont issus de la WASG, du PDS, du Parti communiste allemand (DKP), de groupuscules trotskistes, de milieux marxistes et de nouveaux mouvements de la société civile (mouvement pour la paix). Certains ont été responsables syndicaux ou adhérents du SPD ou des Verts. A l'Est, il s'agit essentiellement de personnes qui ont vécu leur socialisation politique à l'époque de la RDA et qui ont plus de 40 ans aujourd'hui. Les femmes y sont relativement bien représentées. C'est dans les régions de l'Est que les jeunes ont de plus en plus de responsabilités

au sein des fédérations; on parle même parfois d'un « conflit de générations ».

Lothar Bisky (ex-PDS) et Oskar Lafontaine se partagent la présidence de « LA GAUCHE ». Oskar Lafontaine y est un personnage-clé, en raison essentiellement de son statut d'interlocuteur privilégié des médias. Les sympathisants proches des syndicats et les anciens fidèles du SPD à l'Ouest voient aussi en lui le garant de leurs intérêts. Oskar Lafontaine est aussi co-président, avec Gregor Gysi, du groupe parlementaire du parti au Bundestag. 32 des 53 membres du groupe viennent de Länder de l'Ouest. Ils sont majoritairement issus des rangs du PDS. Les anciens membres du PDS travaillent encore de façon plus professionnelle que leurs collègues issus de la WASG, qui ont souvent peu ou pas d'expérience de travail politique. Au niveau de la direction, l'ex-PDS domine l'appareil et l'utilisation qui est faite des finances du parti.

Au moment de la fusion, les organes centraux du parti ont été pourvus selon le mode paritaire et les organes moins haut placés selon le mode proportionnel. Comme dans chacun des deux partis auparavant, les débats idéologiques ont eu une grande place – débats qui masquaient d'autres enjeux comme la conservation de certaines positions au sein des instances du parti ou la constitution d'alliances internes.

La topographie politique interne de DIE LINKE est la suivante : « l'aile gauche du parti », les « populistes stratégiques » représentés par Oskar Lafontaine et une « gauche de gouvernement ». Aux yeux de « l'aile gauche », DIE LINKE est un pur parti d'opposition. Les « populistes stratégiques » tablent sur des majorités politiques et des alliances, essentiellement avec les syndicats². Néanmoins, pour les populistes stratégiques, des participations dans les gouvernements régionaux pourraient se négocier. La « gauche de gouvernement » souhaite elle s'impliquer activement dans la vie politique en entrant dans les gouvernements.

La répartition par sexe et classe d'âge des adhérents de « LA GAUCHE » ressemble beaucoup à celle de l'ancien PDS. Fin décembre 2006, DIE LINKE comptait 69 282 adhérents dont 60 000 anciens membres du PDS (à

l'Est : 53 000, à l'Ouest : 7 250). Les quelques 10.000 membres que comptait la WASG à l'Ouest et les quelque 1 500 autres décomptés à l'Est n'ont pas tous adhéré au nouveau parti. En 2007, il a enregistré entre 3000 et 4000 nouvelles adhésions. Parmi les nouveaux adhérents, les jeunes et les femmes sont sous-représentés. Malgré tout, DIE LINKE parvient à rajeunir un peu grâce aux nouvelles adhésions. Fin 2005, seulement 0,5 % des membres du PDS avaient eu moins de 20 ans (contre 2% à la WASG) et seulement 2,8 % moins de trente ans (contre 10 % à la WASG)³.

Les électeurs

Les électeurs de « LA GAUCHE » ont pour beaucoup été victimes des réformes des régimes sociaux et du marché du travail (allocataires Hartz IV, retraités) ou craignent de le devenir et de descendre l'échelle sociale. Ce sont plus souvent des hommes que des femmes. A l'Ouest, dans l'électorat de DIE LINKE, les hommes de 45 à 59 ans, les chômeurs et les ouvriers sont surreprésentés. Employés et fonctionnaires n'en sont toutefois pas absents. Les travailleurs et employés syndiqués y représentent également une proportion supérieure à la moyenne de l'électorat. Les retraités y sont plus présents à l'Est qu'à l'Ouest. Ce sont surtout les jeunes et les femmes qui y sont très minoritaires.

Lors des différentes campagnes électorales, DIE LINKE a profité jusqu'ici d'un contexte favorable : critiques envers l'état du système économique et social, mouvements de contestation sociales, perte de confiance à l'égard du SPD. Mais la protestation ne peut constituer le fondement de l'existence d'un parti parlementaire; DIE LINKE doit donc finalement tenter de s'organiser autour d'un clivage sociopolitique important et de passer du stade de parti protestataire (peut-être encore « connoté ex-RDA ») à celui de parti représentatif des intérêts panallemands.

Thèmes et programme

DIE LINKE se définit comme un parti de gauche qui, dans le conflit entre riches et pauvres,

se range du côté des pauvres et dont la politique est guidée par la valeur de justice sociale. Le parti entend donc se servir des instruments de l'Etat aux fins de redistribution des richesses. Il tente, à partir de ce point de départ, de constituer une alliance entre électeurs de différents horizons : l'objectif est de gagner des votes dans des milieux politiques qui appartiennent soit aux couches défavorisées (où il est bien implanté), soit à la classe moyenne aisée. Il rassemble des perdants de la réunification et des réformes des régimes sociaux et du marché de l'emploi entamées en 2004. Il attire aussi à l'occasion des laissés-pour-compte de la mondialisation (« les perdants de la modernisation ») dont le mécontentement social s'exprimait jusqu'ici via les partis populistes de droite et de l'extrême droite.

Le profil qu'est en train d'acquérir DIE LINKE se fonde sur des éléments du programme traditionnel du SPD, surtout la politique de plein emploi et de protection sociale. Politiquement, un choix reste à faire entre un « capitalisme social réformé » et une « alternative anticapitaliste ». DIE LINKE a bien conscience du fait que la mondialisation - notamment celle des marchés, entre autres financiers - a modifié le contexte dans lequel opère la politique. Le parti pense toutefois pouvoir en atténuer les conséquences à l'échelon national à travers des politiques de redistribution et de protectionnisme. DIE LINKE fait comprendre tant aux mouvements sociaux qu'aux syndicats qu'elle est à leur disposition comme partenaire politique.

Le débat relatif au programme du parti devrait s'achever seulement en 2008 ou 2009. Les éléments ci-après sont donc à considérer à titre indicatif uniquement.

- « La démocratie, la liberté, l'égalité, l'équité et la solidarité » sont pour DIE LINKE des valeurs de premier plan. Une « démocratisation complète de tout ce qui touche à la vie des individus » doit par ailleurs fixer des limites au pouvoir décisionnel des propriétaires privés. DIE LINKE veut un Etat social moderne et une protection durable « ... face aux grands risques de l'existence comme la maladie, le chômage et la pauvreté ». Les services publics de base doivent bénéficier d'un statut prioritaire.

- L'éventail des opinions politiques représentées au sein du parti est clairement exprimé par une formule : le parti reconnaît aussi bien les « efforts d'endiguement du capitalisme par l'Etat social et l'Etat providence » que « les tentatives de dépassement des rapports capitalistes de propriété et de domination ».

- Le « socialisme démocratique », défini comme « objectif, moyen et système de valeur et comme ensemble de droits fondamentaux et sociaux » est une notion très importante. Pour la WASG, la valeur dominante était plutôt la justice sociale. L'objectif était « de dépasser » le capitalisme via « un processus de transformation » et de construire une société « dans laquelle la liberté de l'autre n'est pas la limite mais la condition de la liberté de chacun ».

- Le parti souligne son caractère moderne en réclamant par exemple une nouvelle solidarité qui s'appuie sur des services publics modernes, de nouveaux systèmes sociaux fondés sur la solidarité et une révolution écologique de la société permettant à chacun de décider librement du cours de son existence.

- Sa volonté de voir s'établir « un ordre international de paix, de sécurité collective et de développement solidaire » est censé lui donner une identité de parti pacifiste ouvert sur le monde.

DIE LINKE entend opérer le changement politique via la « coopération stratégique » avec des mouvements notamment sociaux, « le travail parlementaire et extra-parlementaire », « l'expression du mécontentement social » et « la participation gouvernementale ». Il n'est question d'alliances avec d'autres forces politiques qu'à condition que celles-ci soutiennent l'idée d'un changement de cap politique. DIE LINKE aura donc du mal à trouver des alliés sur les bancs du Parlement.

Problèmes et conflits

Les rivalités entre membres originaires des deux partis fondateurs et le conflit de générations ne sont pas les seuls potentiels de friction que connaisse DIE LINKE⁴. S'y ajoutent des avis divergents quant aux conditions d'une participation au gouvernement, la nécessité de

garantir l'identité politique (« parti de l'Est ») et idéologique de l'ancien PDS (« socialisme démocratique »), la question de l'évolution future du parti, l'orientation de sa politique et son positionnement dans le paysage politique allemand.

Le conflit Est-Ouest prend au sein de « LA GAUCHE » une nouvelle dimension interne au parti. La consolidation de sa position dans le paysage politique de l'Ouest renforce l'importance des sujets de préoccupation « ouest-allemands » et influence la façon dont est interprété l'histoire de la RDA. Les confrontations entre modes de pensée marxistes-léninistes, marxistes orthodoxes, trotskistes, libertaires, socialistes et sociaux-démocratico-syndicalistes – dont certains sont anti-communistes – retentissent au-delà du débat relatif au programme. Dans les fédérations régionales de l'Ouest, la capacité politique de DIE LINKE pourrait pâtir du fait que des membres issus de la WASG et des branches ouest-allemandes du PDS refont aujourd'hui des batailles idéologiques du passé. Dans l'ensemble, DIE LINKE est encore un parti hétérogène dans lequel idéologues et pragmatistes, opposants systématiques et réformateurs, Allemands de l'Est et Allemands de l'Ouest tentent tous de s'imposer.

Rapports avec les partis concurrents

En tant que parti de gauche, DIE LINKE est confrontée à un dilemme : sa seule option est d'entrer en coalition avec le SPD, son plus grand concurrent. Le problème fondamental de la concurrence entre ces deux partis est que les points de vue des sympathisants du SPD et de « LA GAUCHE » sont assez proches sur bon nombre des problèmes sociaux et politiques. Le point essentiel ici est la valeur de la justice sociale. Depuis que l'Agenda 2010 a ébranlé la réputation « sociale » du SPD, « LA GAUCHE » s'est vu offrir une chance de se présenter comme le parti de la justice sociale - ce qu'elle avait tenté sans succès avant.

Certaines de ses positions recoupent toutefois celles du SPD et des Verts. DIE LINKE doit donc d'un côté se distancier symboliquement de ces deux partis et de l'autre tenter d'élargir

sa base sociale et son offre thématique. Il n'est pas sûr que DIE LINKE puisse survivre à long terme dans la concurrence avec le SPD sans moyens supplémentaires (membres, base sociale) et sans renforcement de son profil programmatique propre.

Pour savoir si l'on en restera à la confrontation entre le SPD et DIE LINKE ou si une coopération est envisageable, il faudra engager un grand débat sur les perspectives d'une politique de gauche qui englobe les deux partis. La discussion des questions cruciales (emploi, les rapports entre le marché, l'Etat et la société civile, les effets indésirables de la mondialisation, les conflits internationaux et leur résolution/prévention) pourrait faire ressortir plus clairement points communs et divergences.

Les chances de survie du parti

DIE LINKE pense qu'une de ses chances consisterait à devenir le porte-parole des classes sociales défavorisées et de prendre le relais du SPD dans cette fonction. Son idée est que le SPD, en se concentrant sur les « actifs » des « classes moyennes », a abandonné la concurrence pour les couches populaires. C'est là que réside pour le SPD le principal danger venant de « LA GAUCHE ». Déjà aujourd'hui ses propositions sont attractives pour d'anciens sympathisants du SPD. S'il veut conserver ses électeurs et reconquérir ceux qui lui ont tourné le dos, le SPD devra faire mieux en termes de justice sociale. Si DIE LINKE parvient à se créer une base de sympathisants stable, elle pourra aussi survivre dans un contexte économique, social et politique différent. Mais elle devra alors mobiliser ses sympathisants avec des prises de position, des thèmes et des personnalités qui lui seront propres sans plus pouvoir s'en remettre à la simple critique de la social-démocratie.

Maintenant que « LA GAUCHE » s'est pour l'instant établie dans le paysage politique de l'Allemagne entière, deux facteurs détermineront son évolution : d'une part sa capacité à intégrer les cultures politiques et les programmes des deux partis dont il est issu ; d'autre part le comportement politique du parti et de ses représentants. Tant que l'intégration ne sera pas réalisée (des trotskistes ont par

exemple été sommés de quitter le parti), la plupart des conflits et tensions entre la gauche de l'ancien Est et celle de l'ancien Ouest continueront à se faire sentir. Il s'agit de différences culturelles, d'expériences politiques et de comportements intellectuels différents ainsi que d'interprétations divergentes de la théorie marxiste et sa mise en œuvre dans le travail politique et organisationnel.

Plus encore qu'au travers de ses positions programmatiques, c'est par sa politique concrète à tous les niveaux que le parti devra démontrer sa capacité à introduire dans le processus politique des thèmes et débats importants. Indépendamment de cela, DIE LINKE devra se demander si sa survie peut être garantie par la simple appropriation de concepts sociaux-démocrates traditionnels et par la mobilisation d'électeurs à qui on laisse entendre que des objectifs de politique nationale peuvent être atteints grâce au protectionnisme, en s'opposant aux institutions supranationales de l'Europe et à la mondialisation des marchés et de la finance.

Notes

¹ Dans les Länder de l'Est et les arrondissements de l'Est de Berlin, le milieu traditionnel du PDS est celui de groupes souvent issus du centre de l'échiquier politique de l'ex-RDA ou rattachés à ces derniers. Leur idéologie a été largement marquée par l'effondrement de la RDA et les pertes qui en ont résulté. Ils considèrent le système politique et économique de la République fédérale comme historiquement inférieur et politiquement hostile et qualifient couramment le processus d'unification de l'Allemagne et son résultat de colonisation. Ils déplorent l'abandon de certaines prestations et acquis spécifiques propres à l'ex-RDA, qu'ils considèrent importants pour leur identité. D'un point de vue matériel, ils ne comptent généralement pas parmi les perdants du système ; les valeurs dominantes de l'Ouest comme l'individualisme, la liberté, l'autonomie de décision et la concurrence les laissent sceptiques quand ils ne les rejettent pas totalement. Leurs valeurs sont le collectivisme, la solidarité, l'autorité, la justice sociale et l'égalité. Même lorsqu'ils approuvent la démocratie en tant qu'ordre politique, ils sont généralement déçus de ses apports et pensent souvent que le socialisme était une bonne idée qui a été mal mise en œuvre.

² IG Metall et Verdi (services publiques) sont les deux syndicats réputés les plus proches de DIE LINKE. C'est essentiellement dans leurs rangs que sont recrutés tant des élus que des membres du

parti appelés à assumer des responsabilités au sein du groupe parlementaire ou de la direction par exemple. Michael Sommer, président du DGB (Central syndical allemand), a déclaré après la fusion que DIE LINKE n'était pas le parti du milieu syndical. Berthold Huber, nouveau président d'IG Metall, a quant à lui souligné que son syndicat souhaitait dialoguer avec tous les partis. Il n'en a cité aucun dont IG Metall se sentirait particulièrement proche. A l'Ouest, la caractéristique des adhérents de « LA GAUCHE » est clairement d'être proches des syndicats, comme l'a notamment montré l'élection des dirigeants des nouvelles fédérations régionales du parti en 2007.

³ En 2005, 12,9 % des adhérents du LP/PDS et 44 % de ceux de la WASG avaient entre 30 et 50 ans. 13,4 % des membres du LP/PDS et 29 % de ceux de la WASG avaient 60 ans ou moins. Les plus de 60 ans étaient 70,4 % au LP/PDS ; parmi eux, 67 % environ avaient plus de 65 ans. A la WASG, les plus de 60 ans ne sont que 8 %. Les femmes représentent 16 % des membres contre 45 % au PDS.

⁴ Au printemps 2007, Gregor Gysi évoquait comme motifs de divergence entre Oskar Lafontaine/la WASG et lui-même/le LP-PDS, outre des « conflits de nature générale » non précisés, une « conception différente de la notion de parti », des divergences tenant à des expériences politiques, des niveaux d'approbation et des ancrages à des fonctions de direction différents, des conflits culturels et le fait que certaines fédérations régionales est-allemandes aient perçu Oskar Lafontaine comme un « élément perturbateur ». Cf. « Wir belügen uns nicht » -« Nous ne nous mentons pas », in : Der Spiegel 10/2007, p. 46 et suivantes.

Autres articles de la Fondation Friedrich-Ebert Paris

Vous pouvez télécharger ces articles sur le site de la FES www.fesparis.org/analyses

« La dimension sociale de l'Union Européenne » par Angelica Schwall-Düren

« Apprendre de nos voisins : Comment la Gauche à mené des reformes en Europe », par Sebastian Jobelius, Février 2008

« Entre concepts d'hier et défis d'aujourd'hui: l'incontournable réorientation de la gauche européenne », par Ernst Hillebrand, Octobre 2007

« L'avenir du SPD comme parti politique de masse », par Martin Gorholt, octobre 2007

« Perspectives pour les partis politiques de masse en Allemagne », par Oskar Niedermayer, octobre 2007